

Unité départementale des Bouches du Rhône  
Aix-en-Provence  
Nos réf. : D-1862-AIX-2022  
N° AIOT : 000-6401122  
(référence à rappeler dans toute correspondance)

MARSEILLE, le 14/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **METROPOLE AMP ISDND ARBOIS**

TERRITOIRE PAYS D'AIX  
CS 40686  
13626 AIX EN PROVENCE

Code AIOT : 0006401122 (référence à rappeler dans toute correspondance)

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 AIX EN PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la transmission de l'information d'un incident d'exploitation (fuite de lixiviats) le 22/11/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 AIX EN PROVENCE
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux (180 000 tonnes/an)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Ecoulement de lixiviats en dehors du périmètre de l'installation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion du flux des lixivats de l'ISDND	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 4.2.1	/	Mesures d'urgence	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré la mise en place d'une pompe de relevage au niveau d'une fuite en aval immédiat d'un bassin de collecte des lixiviats et semblant en partie constituée de lixiviats issus du stockage, l'exploitant n'est pas en mesure d'évaluer précisément le débit de fuite de lixiviats, ni de démontrer qu'il récupère tous les écoulements de lixiviats en dehors du périmètre ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion du flux des lixiviats de l'ISDND

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fuite (résurgence de lixiviats en dehors du périmètre ICPE)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluents liquides non prévu est interdit
<b>Constats :</b> Il est constaté des écoulements liquides de type "lixiviats", à l'extérieur du périmètre ICPE (environ à 10 mètres du grillage), à proximité de l'ouvrage pérenne de collecte des écoulements de lixiviats mis en service en juin 2021, suite aux premiers écoulement constatés le 15 février 2021. Ces constatations font suite à la survenue d'importantes intempéries les heures précédentes.  L'exploitant, afin de récupérer au mieux ces écoulements, a dégagé de la terre immédiatement en aval de l'ouvrage pérenne de collecte des lixiviats pour créer un "bassin de collecte d'urgence". Il a placé une pompe de relevage au niveau de ce bassin pour rediriger les écoulements liquides dans l'ouvrage pérenne de collecte des lixiviats en amont.  Afin de déterminer la nature des écoulements liquides et pouvoir la comparer à la composition des lixiviats issus de l'installation de stockage, l'exploitant réalise chaque jour depuis le 21/11/2022 des mesures de conductivité. Les valeurs de conductivité des écoulements, constatées les premiers jours, sont légèrement inférieures mais du même ordre de grandeur que les valeurs associées aux lixiviats présents dans l'ouvrage pérenne de collecte des lixiviats immédiatement en amont. Des prélèvements, réalisés le 1er décembre 2022 afin de mesurer le pH et la DCO de ces écoulements, sont en cours d'analyse.  L'exploitant a informé l'inspection des ICPE de l'incident le 22 novembre 2022 par la transmission d'une fiche Gravité/Perception . Au titre de l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2013, il devra transmettre un rapport d'accident sous 15 j à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> délais immédiats à 1 mois

## PHOTOS



